

cours des prochaines années. En 1988, la moitié des personnes se rendant à l'EPFL – 49 pour cent exactement – ont utilisé la voiture privée. Selon les prévisions, en 1991, soit après la construction du parking sud, ce ne sera plus la moitié, mais bien 45 pour cent seulement; dans l'intervalle, le métro ouest sera entré en fonction et utilisé par un gros tiers des personnes, qu'elles viennent de Lausanne ou de Renens, Chavannes, Ecublens.

En 1995, pour une population théorique de l'Ecole polytechnique fédérale qui aura passé à 6000 personnes, ce ne seront plus que 3500 ou 40 pour cent qui emprunteront la voiture privée, contre 42 pour cent les transports collectifs.

La contradiction – qui apparaissait clairement quand on proposait, dans le même message, le subventionnement du TSOL et la construction du parking sud – se comprend lorsque l'on envisage l'affaire à plus long terme et que l'on voit, selon les prévisions et une volonté clairement affirmée, qu'il n'y a pas un encouragement du transport privé mais bien du transport collectif, et une diminution de la surface occupée par les voitures privées sur le site avec, corrélativement, une augmentation de la part du parking payant par rapport à aujourd'hui où il est très minoritaire.

M. Cotti, conseiller fédéral: Mme Jaggi a déjà évoqué les raisons essentielles pour lesquelles le Conseil fédéral se doit d'insister pour maintenir ces 5,05 millions de francs dans le message, et elle a donné l'explication matérielle du problème en disant qu'il n'y a aucune contradiction; au contraire, la part du trafic privé pour l'accès à Ecublens est en phase de nette diminution; au fond, il s'agit ici simplement de remplacer toute une série de places de stationnement qui vont prochainement être éliminées.

Croyez bien, Mme Bühler, je n'en fais personnellement pas une question de vie ou de mort! Lorsque j'entends que, même aux heures de pointe, le nouveau moyen de transport public, le TSOL, n'arrivera pas, même au maximum de ses possibilités et de ses capacités, à assurer les transports de près de la moitié des usagers de l'Ecole, il faut admettre qu'il y a des limites et qu'il y a aussi un minimum de trafic privé qui doit être sauvegardé.

Je citerai encore un autre chiffre qui me paraît tout à fait concluant. Vous avez déjà dit, Madame Jaggi, qu'en 1987 il y avait 1270 places de stationnement; je rappelle que 170 places seulement étaient définitives, 1100 n'étant que provisoires. Il faut donc compter, au cours des prochaines années, avec l'élimination de quelque 600 places pour la réalisation de nouvelles constructions sur le site de l'EPFL. En outre, les spécialistes insistent aussi sur le fait que la ligne publique n'atteint l'Ecole que sur le trajet traditionnel Lausanne–Ecublens, mais il y a d'autres provenances qui doivent être desservies et ne le sont pas.

Par conséquent, sans vouloir livrer une bataille de principe sur une question qui n'est pas de principe, et en insistant sur le fait qu'il y a une diminution évidente de la part du trafic privé dans l'évolution des moyens d'accès à l'EPFL, je me permets de vous demander d'accorder ce crédit, relativement modeste, qui n'infléchit absolument pas la volonté politique de diminuer le trafic privé.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	32 Stimmen
Für den Antrag Bühler	4 Stimmen

Art. 2, 3

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussesentwurfes	35 Stimmen
	(Einstimmigkeit)

An den Nationalrat – Au Conseil national

89.012

Hochschulförderungsgesetz. Kredite 1990–1991

Aide aux universités. Crédits 1990–1991

Botschaft und Beschlussentwurf vom 13. Februar 1989 (BBII, 1081)
Message et projet d'arrêté du 13 février 1989 (FF I, 1029)

Antrag der Kommission
Eintreten

Proposition de la commission
Entrer en matière

Hänsenberger, Berichterstatter: Das Hochschulförderungsgesetz aus dem Jahr 1968 ist ein Subventionsgesetz. Es sieht zwei Beitragsarten vor, nämlich erstens die Grundbeiträge zur Unterstützung des Hochschulbetriebes und zweitens die Beiträge an Sachinvestitionen. Für beide Subventionsarten werden die Mittel jeweils in einem separaten allgemeinverbindlichen Bundesbeschluss bewilligt, der für mehrere Jahre, für die sogenannte Beitragsperiode, gilt und dem Referendum untersteht.

Die letzte Beitragsperiode, die sechste, betrifft die Jahre 1988 und 1989. Sie wurde auf zwei Jahre beschränkt, weil etwas zu optimistisch angenommen worden ist, die Neufassung des Hochschulförderungsgesetzes könne bereits auf den 1. Januar 1990 in Kraft treten. Das wird nicht möglich sein. Das Hochschulförderungsgesetz befindet sich noch in der parlamentarischen Beratung, und deren Ende ist – wie meistens – schwer abzuschätzen. Unser Kollege Ernst Rüesch, Präsident der entsprechenden Kommission, meint, die Vorlage könne im Dezember 1989 vor unseren Rat als Erstrat kommen.

Der Bundesrat unterbreitet deshalb einen neuen Bundesbeschluss, der die beiden Subventionsarten für eine siebte Beitragsperiode, die Jahre 1990 und 1991 umfassend, festlegt. Der Entwurf enthält aber auch bereits die nötige Bestimmung, um auch das Jahr 1992 abzudecken, sofern sich die Verabschiedung des Hochschulförderungsgesetzes weiter verzögern sollte.

Die Berechnung der Grundbeiträge erfolgt wie für die sechste Beitragsperiode nach einem gleichbleibenden Unterstützungsgrad, festgelegt auf die unrunde Zahl von 19,34 Prozent. Diese Grundbeiträge betragen für 1988 289 Millionen Franken, für 1989 303 Millionen. Für 1990 sind 317 Millionen, für 1991 332 Millionen und – wenn das nötig würde – für 1992 348 Millionen Franken vorgesehen.

Zur Berechnung der Hochschulausgaben der Kantone wird eine Kostensteigerung von 2,5 Prozent pro Jahr angenommen, was angesichts der gegenwärtigen Teuerungswelle wohl zu optimistisch ist und zu einem prozentualen Rückgang der Bundesbeiträge an den Hochschulbetrieb führen wird. Es würden dann nicht mehr 19,34 Prozent der effektiven Kosten vom Bund bezahlt.

Die vom Schweizerischen Wissenschaftsrat erhobenen Begehren zur vermehrten Unterstützung von Bildung und Forschung sind gegenwärtig im Vernehmlassungsverfahren und werden vom Bundesrat als sehr wichtig eingestuft. Die sich in dieser Vorlage abzeichnende geringe Einbusse wegen der Teuerung während zwei oder höchstens drei Jahren lässt sich deshalb verantworten.

Die Berechnung der Aufwendungen der Kantone für ihre Hochschulen ist sehr schwierig, besonders wegen der nur ungenau schätzbaren Anteile von Lehre und Forschung bei den Hochschulkliniken. Für die Sachbeiträge wird ein gleicher Betrag wie für die Vorperiode vorgesehen. Für diese siebte Periode ist ein Verpflichtungskredit von 155 Millionen Franken geplant.

Die Kommission Wissenschaft und Forschung hat den Bundesbeschluss am 23. Mai 1989 beraten und einstimmig verabschiedet. Ich beantrage dem Rat, ein Gleiches zu tun.

M. Cavadini: La nécessité de poursuivre une politique universitaire cohérente, efficace, engagée, n'est discutée par personne et le message qui concerne les crédits pour la septième période de subventionnement selon la loi sur l'aide aux universités nous permet de constater une continuation de l'effort mais non pas un accroissement de celui-ci. La révision de la loi d'aide aux universités prenant plus de temps que prévu, un nouveau projet doit être élaboré pour faire la transition jusqu'en 1991 ou 1992 – notre président de commission vient de le rappeler.

Nous entrons, bien sûr, en matière mais nous voudrions rappeler qu'il y a seize ans encore le chef du Département fédéral de l'intérieur, le conseiller fédéral Hans Peter Tschudi avait proclamé la nécessité pour le Conseil fédéral de s'engager jusqu'à une mesure pouvant atteindre le 25 pour cent des dépenses d'exploitation du système universitaire. Nous en sommes encore assez éloignés et le message prétend que nous arriverons vers 19,3 pour cent de l'aide fédérale dans le volume général de ces mêmes dépenses. Nous n'allons pas discuter sur ces quelques pour cent mais nous voulons attirer l'attention du Conseil fédéral sur un point. La fixation des subventions de base pour la période 1990-1992 tient compte d'un taux de renchérissement de 2,5 pour cent. Il est plus que probable que ce taux, pour ces prochaines années, se situera entre 3 et 5 pour cent. En d'autres termes, le risque d'inflation est entièrement reporté sur les cantons.

En conséquence, il est complètement illusoire de prétendre que l'augmentation des subventions de base correspond à un taux réel de 2,2 et nous souhaiterions que l'on en soit conscient aujourd'hui, parce que cela aura des conséquences. En réalité, ce faible accroissement sera annihilé par l'inflation et les cantons se retrouveront, à l'issue de cette période, comme par le passé, avec des subventions réduites en proportion de leurs dépenses. C'est pourquoi nous souhaitons que la Confédération assume également le renchérissement des dépenses universitaires, en rattrapant le cas échéant d'une année à l'autre l'écart qui se serait creusé.

Nous ne déposons pas formellement d'amendement visant à égaliser les risques de pertes que nous avons évoquées, mais nous souhaitons que le Conseil fédéral nous dise son sentiment sur la description que nous avons donnée du risque d'inflation et de la perte non compensée de l'aide fédérale aux cantons universitaires.

Onken: Artikel 1 des geltenden Hochschulförderungsgesetzes sieht vor, dass der Bund den Ausbau der kantonalen Hochschulen unterstützt und damit die Ausbildung des Akademikernachwuchses, die Entfaltung der Wissenschaft und Kultur sowie das wirtschaftliche Wachstum fördert.

Dann folgt der Satz, auch dieser noch in der Zwecksetzung: «Er wirkt namentlich ...» – also insbesondere – «... auf die Zusammenarbeit aller Hochschulen des Landes und auf die Koordination in Unterricht und Forschung hin.» An diese Zwecksetzung schliesst sich das zugehörige Instrumentarium an. In Absatz 2 heisst es nämlich: «Zur Erfüllung dieser Aufgabe richtet der Bund Beiträge aus.» Das heisst, die Grundbeiträge einerseits und die Beiträge an die Sachinvestitionen andererseits sind in den Dienst dieser Aufgabenerfüllung gestellt, auch in den Dienst der wachsenden Koordination und der zunehmenden Zusammenarbeit im Hochschulbereich. Mir scheint nun, der Bundesrat müsse wieder einmal sehr eindringlich auf diesen Konnex hingewiesen und ausdrücklich gebeten werden, diesen Auftrag ernstzunehmen und ihm mit noch grösserer Entschiedenheit, mit noch grösserer Zielgerichtetheit nachzukommen; denn notwendig ist das allemal.

Die Koordination im Hochschulbereich macht in unserem Land nur millimeterbreite Fortschritte. Die Verhandlungen in der Hochschulkonferenz sind zähflüssig. Ob dort die Zeichen der Zeit noch nicht wirklich erkannt worden sind, vermag ich nicht zu sagen. Aber Tatsache ist, dass ganz offensichtlich der politische Wille, sich zusammenzurufen und auf diesem

Gebiet echte, nachprüfbare Fortschritte zu erzielen, vergleichsweise gering ist.

Mit den Worten des scheidenden Generalsekretärs der Hochschulkonferenz, Herrn Dr. Rolf Deppeler, weiss Gott ein unverdächtiger Zeuge, liest sich das dann so – ich zitiere aus der Schrift «20 Jahre Hochschulkonferenz» –: «Die Erziehungsdirektoren der acht Hochschulkantone wurden keine verschworene Gemeinschaft. Der Bund sah sich eher als Subventionsgeber denn als Partner, und die Hochschulrektoren und -präsidenten haben sich nie richtig integriert. So konnte denn auch die Zusammenarbeit der Hochschulen nur in Ansätzen verwirklicht werden.»

An anderer Stelle heisst es noch: «Zusammenarbeit gewiss, aber sie darf doch, Gott behüte, niemandem wehtun.»

So geht es nicht voran, und so darf es – mit Verlaub – auch nicht weitergehen. Ich sage das nicht in erster Linie mit Blick auf die wachsende Freizügigkeit und die ganz gezielt aktivierte Mobilität der Studierenden im europäischen Hochschulbereich, der wir nichts Gleichwertiges an Anstrengungen entgegensetzen können. Ich sage es vor allem im Hinblick auf die mangelnde interne Freizügigkeit, auf die nach wie vor innerhalb der Schweiz bestehenden Barrieren, die der Mobilität unserer Studierenden Hindernisse entgegensetzen. Da wird immer noch in falschem Prestige gemacht. Da zelebriert man immer noch allerorten den Sonderfall, und da wachen teilweise die Gralshüter einer falsch verstandenen Hochschulautonomie über ihre Eigenheiten. Wenn einer Kritik übt, dann wird er gleich als Normierer und als Nivellierer verschrien, der diese bunte Vielfalt und Eigenständigkeit der schweizerischen Hochschulen in einem einzigen öden Eintopf zugrunde richten will. Als ob es darum ginge! Es geht darum, bei den Zulassungsbedingungen Schranken abzubauen, Studiengänge zu harmonisieren und den Wechsel, die Freizügigkeit zwischen den Hochschulen zu erleichtern. Es geht natürlich auch darum, mit der Arbeitsteilung zwischen den Hochschulen voranzukommen. Dies alles auch dann, wenn es wehtut; denn dieser Prozess, das ist uns sicher allen klar, ist nicht ganz schmerzlos.

In den Dienst dieser besonderen Aufgabe sind auch die Hochschulbeiträge des Bundes zu stellen. Das schreibt das von mir zitierte Gesetz ausdrücklich vor.

Ich bitte den Bundesrat, über seine bisherigen Anstrengungen hinaus dieser Frage besondere Beachtung zu schenken.

Das Gesetz – das möchte ich hier auch noch sagen – unterscheidet im übrigen nicht zwischen den Grundbeiträgen und den Beiträgen an Sachinvestitionen; bisher sind eigentlich nur bei letzteren diese Kriterien der Koordination zur Anwendung gebracht worden, bei den Grundbeiträgen aber in keiner Weise.

Der Bund hat wenig Möglichkeiten, die Koordination im Hochschulbereich voranzutreiben – das ist mir klar –, schon gar nicht, wenn das zutreffen sollte, was Herr Deppeler schreibt, dass der Bund sich nämlich nicht eigentlich als Partner einbringt, und natürlich auch dann nicht, wenn ihm die Kantone beim kleinsten Muckser, den er in dieser Richtung macht, argwöhnisch in den Arm fallen. Aber diese Hochschulbeiträge sind ein Instrument, sind ein Hebelarm, und ich meine, dass dieser Hebelarm auch entsprechend dezidiert einzusetzen ist.

Frau Simmen: Die Förderungsbeiträge, die der Bund aufgrund des Hochschulförderungsgesetzes an die kantonalen Hochschulen leistet, sind mit ein tragender Pfeiler in der schweizerischen Forschungslandschaft. Eintreten auf die Vorlage dürfte schon aus diesem Grunde unbestritten sein, um so mehr, als es um die Fortsetzung einer bewährten Praxis geht und wir uns hier bereits in der siebten Beitragsperiode befinden.

Dass wir bereits zwei Jahre nach der letzten Beitragsbewilligung im Oktober 1987 wieder über eine neue Tranche abstimmen, hat seinen Grund darin, dass 1987 ausnahmsweise nur Kredite für die nächsten zwei statt vier Jahre gesprochen wurden, dies in der Annahme, das neue Hochschulförderungsgesetz könne auf den 1. Januar 1990 in Kraft treten. Dieser Optimismus hat sich allerdings leider als trügerisch erwiesen.

So müssen wir nun nochmals für zwei Jahre und als Sicherheitsmarge sogar für ein drittes Jahr Beiträge bewilligen.

Da es sich sozusagen um die zweite Hälfte der letzten Periode handelt, wurden die Beiträge nach dem Schlüssel der ersten Hälfte gerechnet, also nach diesen 19,34 Prozent Bundesanteil, unter der Annahme einer Teuerung von 2 Prozent für 1988 und 2,5 Prozent für 1989. Auch dies – der Herr Präsident hat darauf hingewiesen – war etwas optimistisch. Das sehen wir heute, und der Bundesbeitrag wird – wenn wir die heutige Teuerung zugrundelegen – wohl eher sinken als zunehmen. Das wird in Zukunft zu berücksichtigen und zu kompensieren sein. Dies um so mehr, als der Wissenschaftsrat ebenfalls einen höheren Bundesanteil verlangt, also eine steigende Tendenz, und der Bundesrat signalisiert hat, dass er gewillt ist, diesen Trend hier fortzusetzen.

Ich beantrage Ihnen Eintreten auf die Vorlage.

Rüesch: Das Votum von Herrn Onken erfordert meinerseits doch noch eine gewisse Replik, wobei ich natürlich hier meine ehemalige Interessenbindung bekanntgeben muss. Ich war einmal Präsident dieser Hochschulkonferenz und lange Jahre Vorstandsmitglied. Aber, Herr Onken, die Koordination und Zusammenarbeit der schweizerischen Hochschulen ist besser als ihr Ruf und besser, als Sie meinen. Von einem millimeterweisen Voranschreiten der Koordination kann nicht die Rede sein. Wir haben immerhin eine Mehrjahresplanung aller zehn Hochschulen, der acht kantonalen und der beiden Bundeshochschulen. Diese Planungen werden in den Kantonen und in den beiden ETH erarbeitet, von den kantonalen Hochschulräten und Regierungen abgesegnet, eidgenössisch zusammengefasst, kommen dann in die Hochschulkonferenz und in den Wissenschaftsrat und schliesslich zum Bund.

Dass diese Planung nicht verbindlich ist, wie das die Studenten gewünscht haben, hängt am kantonalen Recht. Planung ist niemals Beschluss, Planung ist immer nur Absichtserklärung. Die entsprechenden Kredite müssen von uns für die ETH und von den Kantonsparlamenten für Universitäten jährlich bewilligt werden. Die Planung wird natürlich manchmal im Sinne einer rollenden Planung auch wieder angepasst. Wir durften aber feststellen, dass alle acht Hochschulkantone in den letzten Jahren ihr Engagement finanziell erheblich verstärkt haben, und auch der Bund verstärkt seine Gesamtaufwendungen für Bildung und Forschung. In der Staatsrechnung 1988 haben die Ausgaben für Unterricht und Forschung zum ersten Mal die Ausgaben für die Landwirtschaft übertroffen. Damit wird eine neue Reihenfolge geschaffen, und damit kann man nicht sagen, der Bund vernachlässige diesen Bereich, obwohl natürlich die Hauptanstrengungen des Bundes im Rahmen seiner beiden ETH, im Rahmen seiner Forschungsförderung zu suchen sind und weniger in der Unterstützung der kantonalen Hochschulen. Hier bleibt der Satz nach wie vor bei etwa 15 Prozent statt bei den anvisierten 25 Prozent.

Aber ich erinnere Sie daran, dass die Hochschulkonferenz diverse ständige Kommissionen hat, die laufend tagen und in denen alle zehn Hochschulen von Bund und Kanton vertreten sind. Es gibt eine permanente Hochschulplanungskommission, eine Kommission für die Bibliotheken, die heute die Koordination der Informatik im Bibliotheksbereich anstrebt und zum Teil verwirklicht hat. Es gibt eine Kommission für Medizin, und es gibt neuerdings eine Weiterbildungskommission, in welche auch das Biga miteingebunden ist und in der auch die Wirtschaft (Arbeitgeber und Arbeitnehmer) vertreten ist. Sie soll die Weiterbildung sogar über die Universitäten hinaus mit den Techniken koordinieren.

Herr Deppeler, Ihr Kronzeuge, ist mir ebenso gut bekannt wie Ihnen. Ich bin befreundet mit ihm und habe 16 Jahre mit ihm zusammengearbeitet. Seine Sorge – ich verweise auf sein Schlusspapier, das ich auch intensiv gelesen habe – gilt nicht nur in der Richtung, die Sie, Herr Onken, erwähnt haben. Herr Deppeler trauert natürlich noch wie andere unter uns – auch Erziehungsdirektoren – jenem Modell eines Hochschulförderungsgesetzes nach, das ein reines Subventionsgesetz neben ein Konkordat Bund/Kantone stellte. Sie haben über dieses Modell vielleicht schon etwas gelesen, und Sie werden es in

meinem Eintretensreferat für das Hochschulförderungsgesetz im Sinne einer geschichtlichen Würdigung der verschiedenen Phasen der Gesetzesrevision noch einmal erläutert bekommen. Das ist im Grunde genommen der Stein des Anstosses. Herr Deppeler hätte diese Gleichheit zwischen Bund und Kantonen vor allem auf der Konkordatebene gesehen, um vielleicht auf diese Weise voranzukommen.

Ich möchte schliessen und Ihnen sagen: Nicht alles auf der Welt ist so schlecht wie sein Ruf. Sehen Sie sich einmal die Jahresberichte der Hochschulkonferenz an, dann werden Sie vielleicht doch merken, dass die Koordination erheblich verbessert worden ist.

M. Cotti, conseiller fédéral: Je vais ouvrir cette discussion, où heureusement l'entrée en matière n'a pas du tout été contestée, en reprenant les observations de M. Onken concernant les problèmes de coordination, et je vais vous livrer mes opinions de fond sur la base des premières expériences que je viens de faire à ce sujet.

Il est avant tout hors de doute, Monsieur Onken, que l'aide aux universités n'a pas été créée par le législateur, il y a environ vingt ans, en fonction d'une politique de coordination dictée par la Confédération aux cantons. La Constitution fédérale ne permettrait d'ailleurs pas une telle attitude et nous avons, dans le secteur de la formation, une compétence nettement prédominante des cantons, la Confédération ne disposant que de celle d'organiser des écoles polytechniques.

En outre, si déjà vous citez cet ouvrage fort intéressant au demeurant de M. Deppeler, vous voyez qu'à l'issue de ses réflexions l'auteur postule une révision de la constitution afin de permettre, à sa manière, la réalisation de ce qui ne l'aurait pas été jusqu'à présent. Je peux vous affirmer que la dernière idée du Conseil fédéral serait de modifier l'article constitutionnel à ce niveau. La répartition des tâches entre Confédération et cantons est légitime et saine, et l'aide financière aux cantons n'est pas autre chose que la participation de la Confédération à une tâche que les cantons universitaires assument en tant que tâche nationale. Il ne fait aucun doute que les huit cantons universitaires assument ici une tâche qui va bien au-delà de leurs intérêts cantonaux propres; c'est bel et bien une tâche nationale qu'ils assument, honorée en partie aussi par les cantons non universitaires, mais honorée en tant que telle par la Confédération sur la base du déplacement ou de la compensation financière qui a lieu ici.

Par conséquent, Monsieur Onken, il faut dire les choses comme elles sont, du point de vue du droit mais aussi d'un point de vue politique: l'aide financière est surtout la compensation financière d'une tâche nationale que les cantons universitaires assument.

Je ne vois qu'une chance, sur la base de mon expérience personnelle, pour améliorer cette même coordination, Monsieur Rüesch, d'ailleurs déjà en vigueur.

Il reste des pas à franchir et la voie idéale est celle d'un dialogue ouvert et sincère entre Confédération et cantons, sans volonté de préséance, ni d'une part ni de l'autre, chacun des huit cantons et la Confédération en tant que neuvième élément assumant leur part de ce dialogue. La Confédération rappelle d'ailleurs aux cantons, comme je l'ai fait moi-même plusieurs fois, que cette tâche nationale qu'ils assument et qui est en partie honorée par la Confédération du point de vue financier, comporte aussi des responsabilités nationales.

Il appartient aux cantons universitaires, en dépassant certains clivages qui existent traditionnellement sur la base d'une autonomie très large laissée à chaque canton universitaire, de régler cette coordination, dans le cadre de la Conférence universitaire bien entendu, en acceptant d'éliminer au fur et à mesure ces clivages. La philosophie ne peut donc être qu'une, Monsieur Onken: nécessité de coordination accrue certes, mais tâche nationale que les cantons peuvent ou ne peuvent pas assumer. Je me réserverai la possibilité, au cas où cette tâche ne serait pas assumée convenablement, de le dire ouvertement – je l'ai d'ailleurs déjà fait – dans le cadre d'un dialogue, sans vouloir empiéter sur des compétences qui restent essentiellement celles des cantons.

Pour réaliser cette coordination, il faut accomplir un travail

d'étude, et que chacune des neuf parties tente de se faire sa propre idée, il faut un énorme travail de préparation, que nous essayons d'assumer, avec votre permission, Monsieur Onken, en tentant de mieux définir notre politique et de l'orienter sur une voie plus précisément destinée à donner notre contribution à ce grand concert de coordination de plus en plus indispensable.

J'en arrive aux questions quantitatives du problème d'aide financière, ainsi qu'à l'intervention de Mme Simmen qui a rappelé une exigence qui me paraît – je répondrai aussi en partie à M. Cavadini – se déclencher de manière de plus en plus évidente aujourd'hui déjà et qui se manifesterait certainement davantage encore ces prochaines années. Il s'agit de donner à ce secteur une très nette priorité. J'apprends avec plaisir, Monsieur Rüesch, qu'il vient de dépasser l'aide accordée par la Confédération à l'agriculture. C'est là un premier pas, il faut aller plus loin. Il s'agit d'un secteur essentiel pour l'avenir du pays tout entier et il faudra que tous, à commencer par le Conseil fédéral – et je partage tout à fait l'avis de Mme Simmen sur ce point – se rendent compte que c'est notamment dans la recherche scientifique que se jouera la compétitivité économique de notre pays face à une concurrence internationale accrue, ces prochaines décennies. Il y a donc un plus grand effort à fournir que je soutiens entièrement partout où cela est nécessaire, et même, je ne le cache pas, au sein de notre gouvernement.

M. Cavadini n'a pas seulement posé une question générale, il a aussi fait une référence précise au problème du taux d'accroissement pour les deux années qui nous restent à franchir avant la fin de cette période qui a été divisée, par un défaut de pessimisme ou par un excès d'optimisme de la part du Conseil fédéral. M. Cavadini relève donc à juste titre qu'il est probable que le taux de croissance de l'inflation de 2,5 pour cent, sous-entendu dans les chiffres prévus dans le plan financier au début de la période et qui sont simplement divisés par deux pour les raisons que je viens de donner, est dépassé.

Je tiens tout de même à signaler à M. Cavadini que, lorsqu'on a prévu, il y a deux ans, ces taux de renchérissement, on était conscient qu'ils dépasseraient le taux réel – l'année dernière, le taux était de 1,9 pour cent, et il était inférieur il y a deux ans. Le Conseil fédéral avait donc l'intention de fixer un taux de renchérissement suffisamment prudent, mais hélas on sait comment les choses évoluent et on va certainement examiner ce problème car il est possible que l'accroissement réel auquel vous avez fait allusion soit complètement englouti par le renchérissement, tel qu'il se manifeste.

De toute manière, au-delà de cet aspect-là, il y a certainement, au delà de cet aspect-là, pour les années à venir, la nécessité de foncer dans ces secteurs. Ils concernent l'aide à la recherche, les écoles polytechniques et nos universités cantonales. Croyez-moi, on ne fait aucune distinction. Nous sommes tous concernés et si l'on arrivait à dépasser les petits intérêts particuliers pour aborder la discussion sur un plan national, le pays aurait certainement à y gagner dans un proche avenir.

Je remercie tous les orateurs et vous recommande de voter l'entrée en matière.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Art. 1 – 5
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1 à 5
Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlusentwurfes 35 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Nationalrat – Au Conseil national

Schluss der Sitzung um 18.30 Uhr
La séance est levée à 18 h 30

Hochschulförderungsgesetz. Kredite 1990-1991

Aide aux universités. Crédits 1990-1991

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1989
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	05
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	89.012
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	12.06.1989 - 17:00
Date	
Data	
Seite	251-254
Page	
Pagina	
Ref. No	20 017 638

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.